

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 BOURGES

Orléans, le 12/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE JACOBI CARBONS FRANCE**

15 route de Foëcy  
18100 VIERZON

Références : VAT20220625

Code AIOT : 0010002231

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2022 dans l'établissement SOCIETE JACOBI CARBONS FRANCE implanté 15 route de Foëcy 18100 VIERZON. L'inspection a été annoncée le 08/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE JACOBI CARBONS FRANCE
- 15 route de Foëcy 18100 VIERZON
- Code AIOT : 0010002231
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JACOBI CARBONS FRANCE est spécialisée dans la production de charbon actif, en grain ou en poudre.

La société a été autorisée à étendre la fabrication de charbon actif, situé 15 route de Foëcy à Vierzon par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2002, complété par l'arrêté préfectoral du 3 août 2007 et modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 13 octobre 2015 et 9 novembre 2016.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- évolution des activités et la situation administrative de l'établissement,
- suites des précédentes visites de 2019 et 2020,
- dispositions de restriction des usages de l'eau
- prévention de la pollution de l'eau, surveillance des rejets,
- mise en œuvre de l'action nationale RSDE,
- prévention des nuisances sonores,
- moyen d'intervention en cas d'accident, surveillance et détection.

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	NC1* VI 23/06/20	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.4.2	NC1* Inspection du 23/06/2020	Sans objet
3	Mesures de prévention et de protection	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.2.3	/	Sans objet
5	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.6.3.1	/	Sans objet
7	Réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau	AP Complémentaire du 09/11/2016, article 5	/	Sans objet
8	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.7.1.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 1.2.2	/	Sans objet
4	Restriction des usages de l'eau	AP Complémentaire du 03/08/2007, article 3	/	Sans objet
6	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.6.3.2	/	Sans objet
9	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.7.1.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations classées de l'établissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Activités exercées au sein de l'établissement: <ul style="list-style-type: none"><li>- 1520-1, A (7000 t);</li><li>- 2260-1, A (760 kW);</li><li>- 2420-1, A 15 000 t/an);</li><li>- 1200-2c, D (4 t);</li><li>- 1530-b, D (2 700 m3);</li><li>- 1611-2, D (113,3 t);</li><li>- 1720-2b, D (100 GBq);</li><li>- 2920-2b, D (350 kW).</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>- Chlorure de Nickel: 0,5 t (&lt; aux seuils des rubriques 1131 et 1172);</li><li>- Hydroxydes de Potassium et de Sodium: 7,6 t (&lt; au seuil de la rubrique 1630).</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Par courrier en date du 27 mai 2021, l'inspection des installations a fait part à l'exploitant d'une nouvelle classification de l'acide nitrique et a demandé la mise à jour de la situation administrative de l'établissement JACOBI. L'exploitant a transmis différents éléments de réponse à l'inspection en juin 2021.  L'exploitant a transmis à l'inspection, un porter à connaissance relatif à la modification de l'activité d'imprégnation.  Lors de la visite du 16 septembre 2022, il a été acté que l'exploitant procéderait en concertation avec l'inspection, à la mise à jour de sa situation administrative en déposant un nouveau porter à connaissance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores - vibrations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> VI du 23/06/2020
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après dans les zones à émergences réglementées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement) si supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB {A}, l'émergence admissible de 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés est de 6 dB (A) et l'émergence admissible de 22h à 7h dimanches et jours fériés est de 4 dB (A);</li> <li>- Le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement) si supérieur à 45 dB {A}, l'émergence admissible de 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés est de 5 dB (A) et l'émergence admissible de 22h à 7h dimanches et jours fériés est de 3 dB (A).</li> </ul> <p>L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).</p> <p>Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Limites contiguës à la parcelle n°249a, le niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété en période diurne 65 dB(A) et en période nocturne 55 dB(A);</li> <li>- Autres limites de l'établissement, le niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété en période diurne 70 dB(A) et en période nocturne 60 dB(A).</li> </ul> <p>[...]</p> <p>La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b> Dépassement de l'émergence sonore en période nocturne au niveau d'une zone à émergence réglementée (point n°6).</p>
<p><b>Observations :</b> Constat du 16/07/2019 (NC1) : il y a dépassement de l'émergence sonore en période nocturne au niveau d'une zone à émergence réglementée (point n°6).</p> <p>L'exploitant a précisé qu'aucune plainte des voisins (une maison) n'a été exprimée.</p> <p>Le constat du 16/07/19 a été reconduit lors de l'inspection du 23 juin 2020 (NC1*). En effet, lors de la campagne de mesures du 25 février 2020 réalisée par la société Apave Bourges (réf:20530 LSO 0545100 L-R01-Rev00), le point n° 6 était de nouveau non-conforme.</p> <p>Par courrier du 21/08/20, l'exploitant a indiqué que « malgré différentes actions visant à éloigner ou éliminer toute source potentielle de bruit, ainsi que des recherches sur l'origine probable de l'émergence observée, nous n'avons pas réussi à identifier la source du bruit ».</p> <p>L'exploitant a également indiqué qu'aucune plainte du voisinage à ce propos n'a été formulée.</p> <p>Par courriel du 21/04/21, l'exploitant a précisé qu'il maintenait une vigilance quant au niveau sonore nocturne au point n°6.</p> <p>Lors de la visite du 16/09/22, l'exploitant a indiqué à l'inspection que différents aménagements ont été réalisés. Les chariots élévateurs fonctionnant au fuel ont été remplacés par des chariots électriques. Des plaques d'absorption ont été mises en places au niveau du local chaudière (situé à proximité du point n°6). Les horaires de fonctionnement de l'atelier broyage S0 ont été modifiés, arrêt à 20 h dans le cas du fonctionnement de cet atelier.</p> <p>La prochaine campagne de mesures doit avoir lieu en mars 2023.</p> <p>La NC1* relevée lors de l'inspection du 23 juin 2020 est maintenue.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Mesures de prévention et de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs. [...] Les rapports de contrôles des installations électriques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmettra le rapport de visite des installations électriques à l'inspection des installations classées dès réception de ce dernier.
<b>Observations :</b> Lors de la vérification Q18 des installations électriques de l'établissement en date du 19 mai au 9 juillet 2021, réalisée par la société Apave Bourges (R098192.02.62.21.I.001.ELAR.001), il a été relevé 9 constats.  Lors de la visite du 16/09/22, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées, les justificatifs de réparation permettant la levée de toutes les non-conformités ou anomalies relevées lors du contrôle de 2021. La remise en état des installations a été effectuée par la société CEC de Bourges en date des 9 et 24 novembre 2021 et 7 décembre 2021.  L'exploitant a indiqué à l'inspection que les installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle du 16 au 31 mai 2022. L'exploitant est en attente du rapport de visite de la société Apave.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Restriction des usages de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/08/2007, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures liées au déclenchement du plan d'alerte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil d'alerte correspondant au débit seuil d'alerte pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- information du service unique chargé de la police de l'eau et de la pêche (Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture) et de l'Inspection des Installations Classées des besoins réels et prioritaires et des ressources alternatives éventuelles de l'établissement pour une période d'un mois,</li><li>- cette information est renouvelée tous les mois pendant la durée de l'alerte,</li><li>- tenue d'un registre de suivi des installations de prélèvement d'eau pendant la durée de l'alerte. Ce registre indique les index hebdomadaires des compteurs. Il est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées sur le site d'exploitation.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a bien transmis ces besoins réels en eau (questionnaire sécheresse) à l'inspection des installations classées.  L'exploitant tient à jour un registre de suivi des installations de prélèvement d'eau et ce pendant toute la durée de l'alerte. Toutes les informations demandées sont présentes dans ce registre, qui est tenu à disposition de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets, paramètres et valeurs limites de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies.</p> <p>[...] "se reporter aux VLE de l'article 3.1.6.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2002, pour les rejets d'eaux pluviales et d'eaux industrielles".</p>
<p><b>Constats :</b> Les valeurs de flux sur les rejets d'eaux pluviales et d'eaux industrielles n'apparaissent pas dans les rapports de surveillance des rejets.</p>
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite du 16/09/22, l'inspection a constaté que les valeurs limites en concentrations sont respectées pour les rejets d'eaux pluviales et d'eaux industrielles.</p> <p>L'inspection a également constaté que les valeurs de flux sur les rejets d'eaux pluviales et d'eaux industrielles n'apparaissent pas dans les rapports de surveillance des rejets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Prévention de la pollution de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.6.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance des rejets EP et EI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant [voir article 3.1.6.3.1 et 3.1.6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23/10/2002] la réalisation de mesures selon les fréquences indiquées ci-dessous concernant d'une part la surveillance qu'il effectue (autosurveillance) et d'autre part des opérations de mesures comparatives pour les eaux industrielles (EI).</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les eaux pluviales: mesure triennale;</li> <li>- les eaux industrielles: - surveillance en continu de la t°, pH et débit;</li> <li>- surveillance en continu des paramètres : température, pH et débit,</li> <li>- surveillance journalière, sur un échantillon prélevé sur 24 heures proportionnellement au débit, des paramètres : MES et phosphore,</li> <li>- surveillance hebdomadaire des paramètres : DCO et métaux,</li> <li>- surveillance trimestrielle des autres paramètres,</li> <li>- mesure comparative : annuelle pour tous les paramètres. -</li> </ul>
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite du 16/09/22, l'exploitant a remis à l'inspection les rapports d'analyses des eaux pluviales et industrielles.</p> <p>L'inspection a constaté que les paramètres contrôlés ainsi que les fréquences des mesures prescrites par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2002 sont respectées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 7 : Réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/11/2016, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude technico économique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fournit au préfet [...] une étude technico-économique [...] intégrant l'ensemble des substances visées au tableau de l'article 4 (zinc et ses composés, cuivre et ses composés et chrome et ses composés) [...]  Mise en œuvre des actions recommandées par cette étude.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments d'actualisation concernant la réalisation de la fiche d'action n°2.
<b>Observations :</b> Le 27 août 2021, l'exploitant a transmis à monsieur le Préfet du Cher l'étude technico-économique concernant la réduction des substances dangereuses dans les rejets.  L'étude technico-économique concernant la réduction des substances dangereuses dans les rejets, réalisée en 2021 par la société Socotec Environnement de Lyon (69) a bien intégré l'ensemble des substances visées à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 novembre 2016 (zinc et ses composés, cuivre et ses composés et chrome et ses composés).  Suite à cette étude, deux fiches d'actions permettant de diminuer à la source la présence de zinc ont été élaborées. La fiche d'action n°1, relative au curage du bassin tampon a été réalisée le 7 octobre 2021 par la société Gesset de Vierzon (18).  La fiche d'action n°2 consiste au remplacement des canalisations en acier galvanisé présentes sur le réseau d'eau brute et le réseau d'eau de ville ainsi que le remplacement des caillebotis en acier galvanisé présents au-dessus du bassin tampon, par des caillebotis en polyester.  Lors de la visite du 16/09/22, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une réflexion allait être menée pour la fiche d'action n°2 avec dans un premier temps, le remplacement des caillebotis.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.71.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipement - définition des moyens
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés. Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs, de RIA ou de moyens d'extinction équivalents adaptés au risque et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.
<b>Constats :</b> Certains équipements de protection contre un incendie ne sont pas maintenus en bon état (RIA, désenfumage, BAES).  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs de travaux de remise en état des différents dispositifs de sécurité incendie.
<b>Observations :</b> Lors de la visite du 16/09/22, l'exploitant a indiqué que l'établissement dispose de 226 extincteurs, 31 RIA, 60 BAES et 14 trappes de désenfumage.  Ces différents équipements sont adaptés aux risques à défendre et bien répartis. Ils sont contrôlés annuellement. Les derniers contrôles ont été finalisés le 28 juillet 2022 par la société ABC Protection Incendie de Mer (41). Les conclusions de ces contrôles sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- aucune non-conformité n'a été relevée pour les extincteurs,</li><li>- un RIA doit être remplacé (n°5),</li><li>- deux blocs éclairage sécurité (2 et 7) doivent être remplacés,</li><li>- les systèmes de désenfumage n°9, 12 et 13 doivent être remis en état (les devis de travaux sont en cours).</li></ul> L'exploitant a indiqué à l'inspection que les quelques anomalies détectées sont en cours de traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Moyens d'intervention en cas d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.71.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipement - surveillance et détection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de dangers sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'exploitant détermine les fonctionnalités de ces systèmes en référence à un plan de détection. La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection. [...] L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité. [...] En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> L'établissement dispose de 8 systèmes de détection de gaz. Ces différents équipements sont adaptés et répartis suivant les zones de danger. Par ailleurs, l'établissement est doté de détecteurs portatifs accessibles en toute circonstance par le personnel.  Lors de la visite du 16/09/22, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de contrôle des systèmes de détections de gaz effectué le 21 mars 2022 par la société GfG France de Mâcon (71). Le rapport conclut que l'installation est conforme sans réserve.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet